



A cœur ouvert

Plus que jamais, repenser notre société : l'Humain d'abord !

Hôpital public - Éhpad Plans d'urgence ! *

CRÉATION

• **100 000 emplois**, titularisation de tous les contractuel-les, **requalification des grilles salariales**, paiement des heures supplémentaires...

• **Pôle public du médicament**

• **Arrêt des fermetures d'hôpitaux**, de services, de lits, des partenariats public/privé...

• **Réanimation** : augmenter le nombre de lits autorisés

> **Urgence pour Mayotte**

• **Droits nouveaux pour les salariés-es**, rétablir les CHST-CT

FORMATION

• **Augmentation du nombre de formation de personnel qualifié** :

Suppression du *numerus clausus* >
+ 12 000 étudiant-es/an dès cette année avec plus de moyens pour l'accueil des étudiant-es (stages, personnels universitaires...)

• **Changer le travail, mettre un terme à la souffrance au travail...**

FINANCEMENT

• **Annulation des « dettes » des hôpitaux**, suppression de la T2A, des enveloppes fermées

• **Augmenter les recettes de la Sécurité Sociale** : cotisation exceptionnelle de 5% sur les dividendes, suppression taxes sur les salaires = 4 milliards

• **Suppression exonérations des cotisations sociales patronales** lutte contre les fraudes fiscales...



Nous vivons une crise sanitaire, sociale et économique sans précédent dont nous sortirons tous profondément marqués. Dorénavant nous devons construire l'avenir sur de nouvelles fondations, laissant ainsi derrière nous les modèles libéraux dont nous venons de subir les effets désastreux.

Le monde de demain ne pourra pas se bâtir sans réinterroger la place des femmes dans notre société.

Caissières, infirmières, institutrices, toutes ont fait face à la crise en s'exposant au virus pour que nous puissions continuer à vivre. L'épidémie de Covid-19 a rappelé l'importance de ces métiers peu reconnus, souvent dévalorisés, mal rémunérés et exercés majoritairement par des femmes. Le « monde d'après » ne se construira pas sur les cendres du patriarcat, lutter pour l'égalité femme-homme c'est œuvrer à ce tournant pour notre société et nous continuerons à nous battre.

L'épreuve que nous traversons a mis en lumière les failles de notre système de santé malgré le courage et l'abnégation du corps médical et de tous les soignants. Les hôpitaux publics ont été lourdement affectés, sacrifiés sur l'autel des économies budgétaires. La vague brutale de patients atteints par le nouveau coronavirus a démontré, s'il le fallait encore, pourquoi les soignants se battent et manifestent depuis tant d'années. Il aura fallu vivre une crise majeure pour voir le nombre de lits en réanimation triplé passant ainsi de 5 000 à 14 000.

Fièremment, le Président de la République a annoncé le 13 avril dernier que les hôpitaux et notre système de soins avaient tenu. C'est faux. Le bilan dramatique des décès survenus dans les EHPAD éclaire tristement ce constat. L'afflux de patients, le manque de moyens matériels et humains n'ont pas permis au Samu de pouvoir prendre en charge tous les résidents en EHPAD. Plus vulnérables au Covid-19, des milliers de personnes âgées sont décédées sans recevoir de soins.

Les élus et les parlementaires communistes avaient pourtant alerté le gouvernement de cette catastrophe annoncée, sans succès. Demain, et plus que jamais, il est temps de repenser notre société. Il est temps de défendre L'humain d'abord !

Marie George Buffet

Députée communiste, Groupe Gauche Démocrate et Républicaine

Ministre des sports 1997/2002

*Plan urgence Éhpad : À Cœur Ouvert - janvier 2020

Commission Santé PCF Bretagne **Contact** : croizat.pcf@gmail.com **Blog** : <http://croizat-pcf.blogspot.com/>





L'usine de masques à Plaintel : tirer les leçons du passé avec le projet de la Société Coopérative...

En pleine pandémie, nous nous sommes souvenus qu'il existait à nos portes, à Plaintel, une usine qui aurait pu produire par millions les masques qui manquaient cruellement au pays... mais qu'elle avait été fermée moins de deux ans auparavant. Tout est dit dans un rapport d'audit datant de 2018, révélé par France Info : « *la rentabilité économique [de l'usine de Plaintel] est avérée, mais trop faible pour les standards du groupe Honeywell* ».

L'irruption du covid 19 a ainsi révélé, sur un même territoire, tous les aspects de la crise planétaire dont nous vivons les débuts : le fractionnement des chaînes d'activité décidé par une multinationale, exclusivement obsédée par l'accumulation de son capital ; la complicité de l'État français qui a accompagné le mouvement en mettant fin à ses commandes à l'usine de Plaintel au nom de l'austérité budgétaire ; la destruction délibérée de capacités de produire des biens particulièrement utiles, juste au moment où on en aurait eu le plus besoin : emplois supprimés, avec toutes les compétences de celles et ceux qui travaillaient dans l'usine, machines détruites.

Tout n'a pas disparu. Des salariés de l'ancienne usine sont toujours là. Un financier a flairé la bonne affaire. Il se propose de reprendre la production de masques sur le site de l'ancienne usine Chaffoteaux de Ploufragan. Son but : tirer le plus d'argent d'une production soudain considérée comme particulièrement rentable... dans la logique même qui avait conduit Honeywell à prendre le contrôle de l'usine de Plaintel, puis à la condamner ! Est-ce là ce que l'on veut, en pleine pandémie ? Les premiers intéressés – *les salariés, la population locale, le service public de santé* – n'auront pas leur mot à dire car M. Abdallah Chatila apporte l'argent : 15 millions d'euros.

Il existe pourtant une autre solution, qui permettrait une reprise durable de la

production, non pas pour rentabiliser un capital mais dans un but précis : répondre aux besoins locaux et nationaux en emplois et en masques de protection pour affronter l'épidémie du covid 19 et celles dont on sait avec certitude qu'elles lui succéderont.

Le projet de relance de l'activité sous forme de Société Coopérative d'Intérêt Collectif, lancé par le syndicat SUD Solidaires est soutenu par les syndicats CGT, FSU et par les élus locaux, départementaux et régionaux. **Il faut de l'argent ? Qui peut croire que le Crédit Mutuel de Bretagne, le Crédit Agricole, BPCE ou BNP-Paribas** ne peuvent pas avancer de quoi relancer une production dont l'utilité sociale et l'intérêt économique ne font aucun doute ? Ne bénéficieraient-elles pas d'une garantie de l'État (*300 milliards pour toute la France, a annoncé Bruno Lemaire*) ? La Banque de France ne doit-elle pas déclarer cet investissement éligible à un refinancement à -1 %, taux pratiqué actuellement par la Banque Centrale Européenne, qui inonde en ce moment les marchés financiers de liquidités (*3 000 milliards prévus pour refinancer les crédits des banques aux entreprises et aux ménages*) ?

Cet argent servirait à acquérir de nouvelles machines, à acheter les matières premières nécessaires à la production de masques et, tout de suite, à former les salariés qui seraient nouvellement embauchés, anticipant le moment – dans quelques mois – où le nouvel outil de production aura été livré et mis en service. Ce serait, dans la pratique, l'amorce d'une sécurisation de l'emploi et de la formation, pilier du projet communiste proposé par le PCF. La mobilisation populaire qui s'est esquissée en pleine épidémie pour la relance de l'usine de Plaintel peut rendre cette exigence irrésistible, plus forte que les millions de M. Chatila.

Denis Durand

*Membre du conseil national du PCF
Ancien directeur adjoint à la Banque de France*

LES MILLIARDS OFFERTS PAR LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE À LA FINANCE

724
MILLIARDS D'€
de prêts à taux zéro sans contrepartie aux banques privées.



2 646
MILLIARDS D'€
de rachat de titres de dette auprès de spéculateurs privés.



Des moyens pour sauver nos vies plutôt que la Bourse de Paris

Des milliards pour l'Hôpital public et la santé !



Photo Jean-Luc Le Calvez – Morlaix

Coronavirus en EHPAD : tirer toutes les leçons

Le niveau de civilisation d'une société se mesure à la façon dont elle prend soin des plus faibles de ses membres.

En France, évaluées à cette aune, les politiques en direction de personnes âgées, particulièrement celles en perte d'autonomie, sont loin d'être rayonnantes.

Manque criant de personnel dans les EHPAD qui, malgré leur dévouement, ne peuvent prendre en compte dignement les résidents dont ils ont la charge. Depuis des années, nombreux sont celles et ceux qui ont multiplié les signaux d'alarme face à des situations frôlant souvent l'inadmissible. Les prises de position, les mouvements sociaux n'ont cessé de pointer combien la situation était grave... et combien l'évolution démographique allait l'aggraver encore si des mesures à la hauteur des enjeux n'étaient pas prises rapidement et largement.

La pandémie de coronavirus souligne encore davantage la gravité de la situation : pénurie de masques, de gants, de gel hydro-alcoolique, de sur-blouses remplacées parfois par des sacs poubelle,... tout cela est incompréhensible dans un pays qui est la sixième économie mondiale. Les consignes de confinement dans les chambres, la suppression des repas en commun, l'interdiction des visites ajoutent encore à l'isolement des pensionnaires et rendent encore plus criante l'insuffisance chronique des effectifs du personnel déjà difficilement supportable en temps ordinaire, le sentiment d'abandon des personnes âgées risque de devenir rapidement angoissant et oppressant.

Les résidents des EHPAD ont payé un lourd tribut au développement de l'épidémie. Au début, les autorités n'ont communiqué que le nombre de

malades (*et a fortiori le nombre de décès*) traités dans le système hospitalier. Ajouté aux informations partielles dans la presse et les réseaux sociaux cette décision a généré inquiétude et mécontentement. Aujourd'hui on évalue à plus d'un tiers de la totalité des décès ceux survenus dans les EHPAD. Pour l'instant, il importe de prendre les mesures permettant de lutter contre l'épidémie et d'empêcher son retour, de soigner et de guérir les malades, de mobiliser tous les moyens nécessaires dans la recherche pour mettre en œuvre les tests, les vaccins et les traitements. **Mais ensuite, il faudra tirer toutes les leçons de la séquence que nous vivons** : la perte d'autonomie est un problème de santé et relève donc de la sécurité sociale ; la prise en compte de l'évolution démographique et donc la nécessité d'une réforme à la hauteur des besoins ; les conséquences désastreuses des politiques de santé menées depuis des années avec les fermetures d'hôpitaux, de lits et d'emplois ; le rôle crucial de la recherche ; les dégâts générés par la mondialisation ; l'aggravation des inégalités...

Depuis le début de la pandémie on entend beaucoup dire dans les médias de la part du pouvoir que « *les choses ne seront plus comme avant* » mais on n'entend pas remettre en cause les logiques qui sont à l'origine de la situation : la primauté à l'économie et la recherche partout et toujours du profit maximum, en un mot de l'étape actuelle du capitalisme.

Ce n'est donc pas du côté du pouvoir que viendront les décisions propres à changer de logique. La réponse devra venir de celles et de ceux qui ont un intérêt commun à ce que de nouvelles logiques prévalent : LE PEUPLE.

Alain David

Enseignant, ancien maire-adjoint PCF à Morlaix, Dirigeant PCF du Finistère, a participé à la création de l'Atelier Citoyen Santé PCF Bretagne dont il est toujours un membre actif



« À la liste des cyniques... dopés par la crise, on peut ajouter Christophe Barbier, Directeur de rédaction de l'hebdomadaire L'Express... sur BFM, appelant à une reprise rapide pour l'économie :
« Pour sauver quelques personnes âgées, on va mettre des milliers de gens au chômage ? »

Crise Covid19 : les équipes de soins palliatifs hospitalières sous tension extrême !



Photo Le Télégramme

La crise du Covid-19 est un révélateur des fragilités de notre système de santé, y compris dans le domaine des soins palliatifs.

Depuis 20 ans, l'effort a porté sur le développement de soins palliatifs hospitaliers : unités de soins palliatifs, **Équipes Mobiles de Soins Palliatifs (EMSP)**. Depuis quelques années les **EMSP** ont pour mission d'accompagner aussi les **Établissements pour Personnes Agées (EHPAD)**, avec des moyens humains souvent limités.

Dans beaucoup d'endroits l'accès aux soins palliatifs à domicile et en EHPAD est surtout porté par les **HAD (Hospitalisation À Domicile)**.

Durant cette crise, les équipes de soins palliatifs hospitalières ont été sous tension extrême, en particulier dans le Grand Est, en région parisienne, en Rhône alpes :

- **De nombreux décès** survenant dans des délais très courts,
- **Soutien d'équipes de soins** parfois peu habituées à cette médecine de catastrophe,
- **Nécessité de répondre 24/24, 7/7**, difficultés d'accès aux molécules utiles, réquisitionnées pour la réanimation,
- **Impossibilité d'accompagner familles** et entourage dans des établissements aux visites interdites.

En réalité ces équipes n'avaient pour la plupart plus les moyens d'aller au domicile, rendant encore plus criante la solitude des soignants dans les établissements pour personnes âgées ou handicapées.

On a beaucoup parlé de l'accès aux soins palliatifs en EHPAD, et insisté sur l'accessibilité aux médicaments de soins palliatifs pour ces établissements : c'est un leurre et une fausse piste !

- **Qui peut croire qu'une armoire à pharmacie** rendra service à des personnels débordés (encore plus avec les mesures de confinement !).
- **Qui aidera ces soignants à réfléchir collégalement**, en conscience, sur la pertinence d'orienter un résident à l'hôpital, ou l'accompagner sur place en cas de situation aigüe ?
- **Qui peut donner des conseils thérapeutiques avisés**, assurer une surveillance rapprochée des symptômes aigus, instables de ces patients si fragiles ?
- **Qui, pour soutenir des soignants confrontés à des vagues de décès**, avec parfois la culpabilité d'imaginer que le virus a été « importé » par l'un d'entre eux ?

Il est urgent de mettre en œuvre un vrai plan de développement des soins palliatifs, à domicile et en EHPAD, développer encore les HAD et EMSP, structures agiles et peu coûteuses, pour former et accompagner les soignants, les libéraux qui y interviennent.

Trop de personnes âgées, à domicile et en EHPAD meurent encore dans des conditions indignes accompagnées par des soignants épuisés, qui s'en occupent chaque jour de leur mieux, mais trop seuls.

Dr Eric Fossier

Médecin-Directeur
HAD - Aven Etel - Lorient



Photo Caroline N. BRUN

Un plan urgent pour développer les HAD, les EMSP, les soins palliatifs, à domicile et en Ehpad !

Point
de
vue...